

# % lignes d'attac

Résistance contre le TAFTA  
196 chaises à réquisitionner !  
Justice climatique : entretien  
avec Nnimmo Bassey  
Les monnaies complémentaires  
Dossier. Toutes et tous à la COP21

numéro 103 octobre 2015

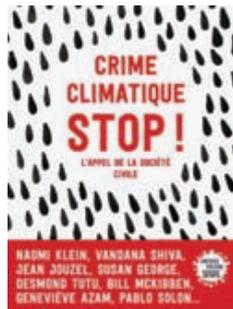
**La vérité sur la dette grecque**

LLL, août 2015



**Crime climatique stop, l'appel de la société civile**

Le Seuil, août 2015



**Le climat est notre affaire**

LLL, août 2015



Nos publications sont disponibles sur notre site <http://attac.org/V4dc> ou [materiel-militant@attac.org](mailto:materiel-militant@attac.org)

**Candidatures CA 2016**

L'Assemblée générale (AG) d'Attac France aura lieu le 29 mai 2016. Elle sera l'occasion de renouveler la composition du Conseil d'administration (CA) par l'élection de ses 21 membres physiques, au côté de ses 14 représentants de personnes morales.

La clôture des candidatures se fait le 31 décembre à minuit. Elles doivent être adressées à Eric Le Gall, [eric@attac.org](mailto:eric@attac.org), ou par courrier postal à Attac France. Pour être imprimées dans le matériel de vote, les candidatures doivent avoir le format suivant :

- nom - prénom - âge
- lieu d'habitation - CL de rattachement
- activité professionnelle - autre

**1500 signes maximum pour les informations suivantes**

- mon activité au sein d'Attac et mes expériences militantes ;
- les raisons de ma candidature ;
- mon avis sur les priorités d'Attac dans les trois ans qui viennent ;
- autres informations.

Une journée de formation est proposée aux futurs.e.s candidat.e.s, le samedi 14 novembre 2015, à Paris.

Inscription auprès d'Eric Le Gall, [eric@attac.org](mailto:eric@attac.org).

Les Assises d'Attac France auront lieu à Lille les 30 et 31 janvier 2016.

**% bulletin d'abonnement  
lignes d'attac**

nom  
prénom  
adresse

code postal                      ville  
courriel

- abonnement d'un an au tarif normal de 20€
- abonnement d'un an au tarif adhérent 12€

numéro de carte  
date d'expiration

date  
signature

ci-joint chèque bancaire ou postal à l'ordre d'Attac à retourner à

**Attac**  
**service abonnements**  
**21 ter rue Voltaire 75011 Paris**

**Attac**  
association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne  
**est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action.**  
**Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques**

éditeur de publication  
**Attac France**  
directeur de publication  
**Thomas Coutrot**  
rédacteur-graphiste  
**Wilfried Maurin**  
maquette express  
**Stéphane Dupont**

ont participé à la rédaction de ce numéro Geneviève Azam, Jacqueline Balvet, Nikolaz Berthomeau, Eve-Marie Bouché, Isabelle Bourboulon, Hélène Cabioc'h, Amélie Canonne, Thomas Coutrot, Jean-Guy Dufour, Nicolas Haeringer, Lala Hakuma Daddi, Arthur Lauvergner, Wilfried Maurin, Florence Lauzier, Frédéric Lemaire, Jeanne Loussala, Guillaume Pastureau, Jeanne Planche, Dominique Pihon, Julien Rivoire, Juliette Rousseau, Hervé Thomas, Aurélie Trouvé, Johan Tyszler, Commission genre d'Attac. Sauf mention contraire, tou.te.s les rédacteurs.trices sont membres des instances et commissions d'Attac

couverture  
**Jean-Paul Duarte**  
collectif à-vif(s)

illustrations  
**Charlotte Planche**

impression  
**Expressions II Paris**  
société coopérative ouvrière de production  
10 bis rue Bisson  
75020 Paris  
imprimé sur papier recyclé



SYNDICAT DE LA PRESSE SOCIALE

abonnement annuel  
4 numéros : 20€

dépôt légal à parution  
ISSN 1620-8420  
CPPAP 0514G81654

**Attac France**  
**21 ter rue Voltaire**  
**75011 Paris**  
**01 56 06 43 60**  
[attacfr@attac.org](mailto:attacfr@attac.org)



Geneviève Azam,  
Thomas Coutrot,  
et Dominique Plihon  
porte-parole d'Attac France

## Agir sans attendre !

Les finances publiques sont à sec et l'effondrement financier hante les esprits ? Nous allons chercher l'argent où il se trouve, dans les banques et les paradis fiscaux, c'est la réquisition. Si les montants sont symboliques, la portée de ces actes ne l'est pas. Et nous quittons les banques qui siphonnent l'argent public à force de sauvetages, en transférant notre argent dans des banques solidaires et en nous engageant dans des monnaies complémentaires.

Les TAFTA, CETA et autres accords de libre-échange détruisent les remparts politiques, sociaux et écologiques qui protègent les sociétés et la nature ? Nous harcelons les élus, nous signons à plus de trois millions de personnes l'initiative citoyenne européenne (ICE) auto-organisée : nous gagnons la bataille de l'opinion. Et nous nous engageons dans des expériences de relocalisation de nos vies, pour l'agriculture et l'alimentation, pour l'énergie, pour les transports ; ces actions redéfinissent des normes partagées, localement et globalement, pour des mondes communs, justes et soutenables.

La conférence pour le climat en décembre est enlisée dans les sables bitumineux de l'Alaska, les gaz de schiste des Etats-Unis, dans les autorisations françaises récentes de prospection et de forage, dans les malheurs de l'industrie nucléaire et la déliquescence des marchés du carbone qu'on voudrait soigner en les étendant ? Nous recréons une communauté internationale dissoute dans le marché mondial et dans les logiques d'Etat. Nous occupons l'espace public pour faire connaître et renforcer les transitions locales et pour désobéir massivement et de manière non-violente aux multinationales et aux Etats qui organisent ou laissent faire les crimes climatiques. Nous sommes partie prenante de la campagne de désinvestissement des énergies fossiles, responsables de près de 80 % des émissions de gaz à effet de serre. Et nous sommes aussi partie prenante d'un Tribunal pour les droits de la Terre, qui devrait conduire à la reconnaissance des crimes climatiques.

Tout cela est bien insuffisant par rapport aux menaces qui pèsent sur nos sociétés, nos démocraties et sur la Terre ? Mais où sont les "solutions" suffisantes ? C'est en réalisant ce qui est à notre portée, sans attendre et avec d'autres, ceux qui réquisitionnent des logements et s'engagent dans des habitats coopératifs, qui organisent la solidarité avec les réfugié.e.s et les migrant.e.s, que nous rendrons crédibles, possibles et irréversibles les basculements politiques nécessaires.

## L'envol de la résistance contre le traité transatlantique

La 10<sup>ème</sup> session des négociations du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI, ou TAFTA) s'est tenue mi-juillet à Bruxelles, peu après le vote de résolution du Parlement européen qui s'est déclaré majoritairement favorable à la poursuite des tractations.

Peu après, lors de la pause estivale, à l'abri de l'attention médiatique et citoyenne, la Commissaire au Commerce, Cecilia Malmström, a renforcé les dispositifs de sécurité d'accès aux textes de négociations : les administrations nationales et les élus ne recevront plus, à l'issue de chaque cycle de négociation, qu'un compte rendu, par ailleurs disponible en ligne. Quant aux documents de négociations, ils seront consultables uniquement par une poignée d'élus, qui devront impérativement se rendre dans des salles de lectures sécurisées, à Bruxelles ou dans les ambassades états-unienne des capitales européennes.

La 11<sup>ème</sup> session des négociations se tient à Miami, du 19 au 23 octobre, et la Commission européenne pousse à ce qu'un 12<sup>ème</sup> cycle intervienne à Bruxelles avant la fin de l'année. Mais des sources internes aux discussions semblent indiquer que les négociations ne sont pas prêtes d'aboutir. Les positions et les intérêts de part et d'autre divergent foncièrement à l'égard de nombreux secteurs. Du côté citoyen, la résistance bat son plein. L'initiative citoyenne européenne auto-organisée (ICE) a dépassé son objectif des 3 millions de signataires avant le 6 octobre, date de son premier anniversaire.

La vigueur de la campagne contre le TAFTA s'explique notamment par la multiplication des zones hors-TAFTA. En France, la région Ile-de-France est la première à se déclarer "zone hors-TTIP", le 14 février 2014. Depuis lors, près de 550 propositions de délibération ont été adoptées favorablement par des collectivités territoriales de toutes tailles. A la fin de l'été 2015, plus de 54 % de la population vit désormais en zone hors-TAFTA.



Même si elle demeure juridiquement symbolique, la motion hors-TAFTA est un outil de mobilisation important, car elle permet de construire le débat autour des impacts du libre-échange au niveau local. Un véritable travail d'information/sensibilisation est de cette manière initié sur de nombreux territoires autour de questions décisives pour les collectivités : la préservation de l'emploi local, la protection des services publics, l'entrée de la concurrence états-unienne sur les marchés publics locaux...

Le mouvement s'agrandit aujourd'hui à travers l'Europe : de nouvelles municipalités françaises, comtés britanniques, landers allemands, communes espagnoles se déclarent quotidiennement zones hors TAFTA... et CETA ! Car il convient d'ajouter l'accord UE-Canada à l'ordre du jour. Un an après la fin des négociations, le CETA s'accompagne d'un ensemble de chapitres tout aussi potentiellement dangereux que le TAFTA pour la santé, l'agriculture, l'emploi ou encore la protection de l'environnement.

Cet élan de résistance européen et transatlantique ne peut s'affaiblir aujourd'hui. Nous avons des victoires contre les traités de commerce et d'investissement à notre actif (ACTA, AMI, etc.). Les derniers événements estivaux (vote de la résolution au Parlement européen, réforme de l'ISDS), confirment la présence des promoteurs du TAFTA au sommet des institutions européennes, mais ils montrent que notre campagne citoyenne contre la politique de commerce et d'investissement de l'Union européenne a d'ores et déjà laissé sa marque politique.

Il est possible d'arrêter le TAFTA et le CETA.

Johan Tyszler et Amélie Canonne

**Attac et l'Aitec, membres fondateurs du Collectif Stop TAFTA, ont conçu un *Petit guide de navigation pour torpiller le TAFTA*, à destination de toute personne désireuse d'en savoir davantage sur le traité transatlantique et de ses incidences sur notre société.**

## Grèce, Espagne quelles alternatives possibles ?

Quelques semaines après les élections qui ont confirmé Tsipras au pouvoir en Grèce et avant les élections générales qui devraient avoir lieu le 20 décembre en Espagne, **Juan Laborda**, économiste membre de *Podemos* et **Eric Toussaint**, du CADTM, font le point sur la situation dans ces deux pays.

**Juan Laborda, comment abordez-vous ces élections à *Podemos* et quelle est la situation en Espagne ?**

Nous avons choisi de coller aux réalités locales et régionales du pays en passant des accords au cas par cas. Par exemple, dans la communauté de Valence ce sera avec *Compromiso*, une formation regroupant *l'initiative populaire* et *les Verts* ; en Catalogne, ce sera avec *Initiative pour la Catalogne*, etc. Nous n'aurons sans doute pas d'accord global non plus avec *Izquierda Unida*, sauf avec les forces que représente Alberto Garzon. C'est aussi pour nous une manière de faire de la politique autrement, en rupture avec les pratiques des partis traditionnels. Mais il y a beaucoup d'incertitudes. Il faut dire que les médias ne nous aident pas vraiment, car ils sont presque tous aux mains de l'élite économique. Mon impression personnelle est que nous ferons entre 20 et 25 % des voix. Notre programme est encore en discussion, mais si nous avons des élus en nombre suffisant, nous aurons à prendre immédiatement des mesures sociales.

La Commission européenne essaie de nous vendre la *success story* d'une Espagne qui serait en train de retrouver la croissance et l'emploi. C'est un mensonge ! D'abord, parce que le pays commet exactement les mêmes erreurs qu'avant la crise en stimulant la consommation à coup d'endettement sur les marchés financiers. L'Espagne est entièrement dépendante du capital extérieur et vulnérable à n'importe quelle nouvelle bulle financière. Ensuite, il n'y a eu aucune amélioration de l'appareil de production. Et enfin, le marché de l'emploi est très précaire et saisonnier avec une main-d'œuvre mal payée. Par exemple, à la fin de la dernière saison touristique, en une seule journée, 300 000 personnes ont perdu leur emploi ! Quant à la situation sociale, elle est catastrophique : pour les plus démunis, il n'y a aucun moyen de sortir de la pauvreté.

Propos recueillis par Isabelle Bourboulon



**Eric Toussaint, comment analyses-tu l'accord du 13 juillet entre le gouvernement grec et ses créanciers et quelle est la situation aujourd'hui ?**

Le 13 juillet, Tsipras signe un accord absolument funeste. Non seulement, de nouvelles mesures vont affecter les retraités, mais elles vont aussi affecter toute la population avec l'augmentation du taux de TVA sur une série de produits de consommation courante. Et il y a en plus ce fameux fonds de privatisation qui va s'accélérer et aboutir à 50 milliards d'euros : il s'agit ni plus ni moins d'une vente aux enchères de tout ce qui n'avait pas encore été privatisé. Pour moi, cet accord signé par Tsipras le 13 juillet, c'est la capitulation. Il faut en tirer les leçons. Si l'on ne recourt pas à des mesures unilatérales d'auto-défense face aux créanciers, notamment la suspension de la dette, il est impossible d'obtenir des concessions fortes.

Il faut s'appuyer sur la population et prendre des mesures clés qui portent sur la dette, sur les banques, sur la fiscalité, mettant fin à l'austérité et créant des emplois, et qui permettent de mettre en place une alternative. À côté de la suspension de la dette, il faut l'abandon des mesures d'austérité et l'adoption de lois protégeant les personnes qui ont été affectées par ces politiques d'austérité. Les banques privées doivent passer dans le secteur public et répondre à des critères de service public pour servir les intérêts de la population. Il faut que le pour-cent le plus riche, les grandes entreprises, paient réellement des impôts, et que l'on baisse les impôts à la charge de la majorité de la population.

Cette alternative est tout à fait possible. La population est prête. Elle soutient. Sinon, on ne comprendrait pas pourquoi 62 % des Grecs, alors qu'ils étaient menacés du chaos s'ils votaient NON, ont voté contre la proposition des créanciers. La conclusion est qu'un mouvement qui veut assumer des responsabilités gouvernementales doit être à la hauteur du soutien populaire. Il faut être prêt à prendre les mesures qui permettent de réaliser une politique alternative. Nous avons besoin des forces sociales et politiques qui sont concrètement prêtes à affronter les créanciers. Et à leur désobéir.

Propos recueillis par Frédéric Lemaire

## 196 chaises à réquisitionner pour mettre les banques et les Etats sous pression !



Le 30 septembre dernier, de nombreuses personnalités ont publié un appel à réquisition citoyenne de 196 chaises dans les banques en vue de la Conférence climatique de décembre à Paris. Ces actions de désobéissance civile non violente – avec une dose d’humour et un fort potentiel de sensibilisation de l’opinion publique – étendent le mouvement qui a émergé au cours des derniers mois contre le scandale de l’évasion fiscale<sup>1</sup>, soutenu par de nombreux intellectuels<sup>2</sup>.

Nous voulons que les gouvernants, sous pression, soient contraints d’aller chercher l’argent de la transition là où il est. La diversité et la notoriété des signataires de l’appel, l’écart abyssal entre le “délit” (quelques chaises et tabourets empruntés provisoirement) et les enjeux soulevés, seront des protections solides contre la tentation des pouvoirs publics de criminaliser les signataires et les citoyens.

Le dimanche 6 décembre, les 196 chaises réquisitionnées seront le support d’une action symbolique forte qui appellera à l’action mondiale contre l’évasion fiscale organisée par les banques.

Nous publions ici l’appel **“L’argent pour sauver le climat existe : il est dans les paradis fiscaux !”**

“Alors que le dérèglement climatique est déjà une tragédie pour des millions de personnes et qu’il menace les conditions mêmes d’une vie civilisée sur Terre, les 196 pays membres des Nations-unies sont incapables de trouver 100 milliards d’euros par an pour alimenter le Fonds vert pour le climat.

Pourtant l’argent ne manque pas : il est dans les paradis fiscaux, qui abritent pas moins de 20 000 milliards de dollars selon *Tax Justice Network*. Rien qu’au niveau de l’Union européenne, l’évasion fiscale coûte 1 000 milliards d’euros par an aux budgets publics. Elle est organisée en grande partie par les banques, comme l’a montré le scandale HSBC. Les banques françaises ne sont pas en reste : la première d’entre elles, BNP Paribas, détient 171 filiales dans les paradis fiscaux, dont 7 aux Iles Caimans.

Alors que notre maison brûle, allons-nous les laisser continuer à détourner ces sommes colossales pendant que nos gouvernements regardent ailleurs ? Il y a là un véritable état de nécessité : nous devons agir par tous les moyens non-violents à notre disposition pour que les banques stoppent leurs activités d’évasion fiscale et que les paradis fiscaux soient mis ainsi hors d’état de nuire. Nous devons pousser les Etats à trouver d’urgence 100 milliards d’euros pour le climat, et bien au-delà.

L’article 14 de la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen nous indique la voie : “Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d’en suivre l’emploi, et d’en déterminer la quotité, l’assiette, le recouvrement et la durée.”

Pour répondre à la menace grave et imminente que représente l’évasion fiscale, nous appelons les citoyen.ne.s à réquisitionner 196 chaises d’ici la COP21, dans les agences des banques les plus implantées dans les paradis fiscaux. Ces chaises serviront de support à une grande action symbolique en pleine COP21, afin d’inciter les citoyens du monde à entrer dans l’action. Nous appelons à mener ces actions au grand jour, à visage découvert, dans l’esprit de l’action non-violente et de la désobéissance civile, en respectant les personnes tout en affichant notre détermination à faire changer cette situation d’injustice.

Nous appelons également les citoyen.ne.s et les associations à se rendre solidaires de celles et ceux qui réquisitionneront ces chaises, en proposant d’héberger les chaises chez eux jusqu’à la COP21. La réquisition et la circulation solidaire des chaises peut devenir un mouvement populaire de grande ampleur pour mettre enfin la finance au service des hommes et de la nature.”

Thomas Coutrot

<sup>1</sup> <https://attac.org/l/destinchaises>

<sup>2</sup> <https://attac.org/l/bizirecel>



## Grande-Bretagne, le Labour party pourrait revenir au socialisme

*Ballast est un collectif d'une quarantaine de bénévoles, indépendant de tout groupe de presse ou parti politique, en partenariat avec les éditions Aden. Sa revue est disponible sur papier ainsi qu'en version numérique. Le site est quant à lui régulièrement alimenté en articles et entretiens inédits. Nous reproduisons ici l'introduction de l'article de Nathanaël Uhl qui fait le portrait de Jeremy Corbyn, récemment élu à la tête du Labour Party britannique.*

Membre du parlement pour Islington-North, une circonscription du grand Londres, Jeremy Corbyn n'avait pratiquement rien pour déchaîner la vague militante qui a vu plus de 12 000 volontaires rejoindre son équipe de campagne. Il faut dire que cet habitué des combats de gauche est presque parti à reculons dans la campagne pour le leadership du Labour. Bien qu'élu à la Chambre des Communes depuis 1983, Corbyn présente un profil nouveau, pour le grand public et les militants travaillistes. Il n'est pas passé par Oxbridge (contraction d'Oxford et Cambridge, le nec plus ultra de l'enseignement supérieur britannique). Il ne porte pas de cravate. Il est plus proche des syndicalistes et des activistes de terrain que de l'establishment du Labour, un parti dont il a enfreint les consignes de vote à plus de 500 reprises depuis 1997...

Sa dernière prise de distance remonte au mois de juillet. Corbyn refuse de s'abstenir sur les coupes dans l'action sociale présentées par le ministre des Finances – et véritable idéologue du parti Tory – George Osborne. En décidant de voter contre les mesures du gouvernement Cameron, Corbyn tire ses propres leçons du résultat des élections générales. Contrairement aux blairistes, il estime qu'Ed Miliband n'a pas perdu parce que "son programme était trop à gauche" et "pas assez crédible sur les questions économiques". Pour la gauche du Labour, c'est l'absence de clarté du Parti travailliste sur la question de l'austérité qui est, entre autres, à l'origine de la défaite électorale. L'autre élément majeur d'explication est l'éloignement des travaillistes vis-à-vis de la classe ouvrière.

Lire la suite sur le site de Ballast ou en achetant la revue en format papier : <http://www.revue-ballast.fr/le-labour-party-pourrait-revenir-au-socialisme/>

## université citoyenne d'Attac France à Marseille : ça a chauffé !

Près de mille personnes se sont retrouvées du 25 au 28 août à Marseille pour le grand rassemblement altermondialiste de l'été. Cet événement a été l'occasion de rencontres et de débats, avec la participation de nombreuses personnalités internationales. Comment répondre aux enjeux de la COP21 ? Que faire pour construire de nouvelles solidarités avec le peuple grec ? Comment se débarrasser du TAFTA et autres accords mortifères ? Que faire pour désarmer les marchés, et rompre avec les politiques d'austérité ? Comment changer la façon dont nous produisons et consommons, et lutter contre les "grands projets inutiles et imposés" ?

De l'altermondialisme aux luttes contre le changement climatique, d'Alternatiba au mouvement Occupy, en passant par les mobilisations contre les gaz de schiste, nombreux ont été les thèmes abordés lors de cette Université d'été. Des formations spécifiques ont permis aux participant.e.s de s'approprier différentes formes d'action, ainsi que d'outils issus de l'éducation populaire. Durant une semaine Marseille a bien été le foyer brûlant de la construction de mobilisations pour un autre monde possible.

Alors plus que jamais, ça doit chauffer !

Hervé Thomas

## le Forum social mondial ne perd pas le Nord...

Après deux éditions en Tunisie, en 2013 puis en 2015, le Forum social mondial (FSM) poursuit sa dynamique en Amérique du Nord : la prochaine édition se déroulera à Montréal du 9 au 14 août 2016.

Alors que les deux derniers FSM avaient permis de renforcer les liens avec les mouvements du Maghreb-Machrek et les forces progressistes des révolutions dans la région, le prochain FSM devrait faciliter la rencontre avec les multiples mouvements et luttes qui ont marqué ces dernières années le Canada, à la croisée de la justice sociale et de l'urgence climatique : luttes dans l'enseignement et carrés rouges, Occupy, marches contre l'austérité, actions pour la justice climatique et contre l'extractivisme, campagnes contre les accords de libre-échange et d'investissement... autant de thèmes qui font écho aux mobilisations d'Attac.

Les défis seront toutefois nombreux : enjeu de participation des populations des nations premières comme des mouvements du Canada anglophone, comme ce fût le cas lors du Forum des Peuples à Ottawa, en août 2015. Enjeu de participation internationale également, qui se confrontera notamment à la question de la délivrance des visas. Le comité organisateur est à l'initiative d'une campagne internationale pour faciliter leur obtention.

Attac Québec s'est lancé dans l'aventure, nous serons à leur côté pour faire de ce FSM un pari réussi et développer nos résistances et nos alternatives avec les mouvements du monde entier !

## Chevron (enfin) condamnée

Après plus de 20 ans de luttes et procès devant les cours de justice équatoriennes, les 30 000 victimes (des communautés indigènes) de l'écocide perpétré par Texaco Chevron viennent de remporter une victoire importante<sup>1</sup>. Ne pouvant obtenir réparation dans leur propre pays (Chevron ayant sorti tous ses actifs de l'Equateur avant même que la sentence le condamnant à 9,5 milliards de dollars n'ait été prononcé), les victimes, réunies dans l'UDAPT – Union des affectés de l'entreprise pétrolière Texaco Chevron – n'ont cessé de poursuivre l'entreprise dans les autres pays où elle fait autant de dégâts.

Et très récemment, la bonne nouvelle est arrivée : la Cour suprême de Justice du Canada vient de confirmer la décision émise en seconde instance par le Tribunal d'appel de l'Ontario, à savoir que la justice canadienne a toute validité pour poursuivre la multinationale Chevron et que les victimes équatoriennes peuvent demander une exécution de la sentence de 9,5 milliards de dollars faite par la Cour de Justice de l'Equateur en réparation de la contamination en Amazonie équatorienne. Au Canada, Chevron possède des actifs de plus de 15 milliards de dollars, ce qui va permettre de remettre en état une des zones affectées, le secteur le plus important pour l'équilibre de l'écosystème mondial.

Au-delà de cette victoire pour les peuples indigènes équatoriens, cette décision crée un précédent dans les procès intentés contre les multinationales face aux écocides qu'ils provoquent en exploitant les hydrocarbures : il leur deviendra difficile de se défaire devant une juridiction en arguant que ce n'est pas leur société mais une filiale qui a opéré.

Ce jugement est un des plus grands échecs pour Chevron, car cela signifie clairement que la justice canadienne peut statuer, que chaque pays est indépendant et souverain.

Après la toute récente condamnation de Shell et Exxon aux Pays-Bas<sup>2</sup> pour avoir provoqué des séismes à répétition dus à l'exploitation de gisements gaziers, les puissantes multinationales vont peut-être être plus hésitantes à saccager en toute impunité, pour leur seuls profits financiers, les territoires et habitations des populations vivant à proximité de leurs sites d'exploitation.

Jacqueline Balvet

<sup>1</sup> <http://chevrontoxico.com/news-and-multimedia/>

<sup>2</sup> <https://attac.org/l/54f>

## La taxe sur les transactions financières dans les filets de la com' gouvernementale

Le 10 septembre dernier, François Hollande se montrait volontaire quant à l'adoption de la taxe sur les transactions financières (TTF). "La France sera de nouveau à l'initiative pour que la TTF soit prête le moment venu, c'est-à-dire au moment de la COP21" affirmait-il à l'occasion de la présentation à l'Élysée de la prochaine conférence mondiale sur le climat.

La France, enthousiaste pour la TTF ? Il n'en a pas toujours été ainsi, loin de là. Mais l'opportunité est trop belle, avec la tenue de la COP21 en France en décembre, de tirer les marrons du feu en annonçant une taxe qui abondera le fonds vert pour le climat. D'autant que la conférence mondiale sur le climat s'annonce d'ores et déjà décevante quant aux engagements des États... Faut-il se réjouir de ce revirement opportuniste ?

Il y a de quoi être circonspect. On savait que la France et Bercy avaient joué, en 2014, dans le camp du lobby bancaire, en bloquant les négociations et en exigeant l'exonération des produits dérivés. Des produits financiers pourtant particulièrement spéculatifs dont les banques françaises se sont faites spécialistes... Début 2015, sous la pression des citoyens excédés par le comportement du gouvernement, François Hollande annonçait un changement de stratégie : la France accepterait désormais une "assiette large" pour la taxe, incluant les dérivés... mais assortie de taux bas.

Depuis, peu de progrès ont été réalisés. Un temps précieux a été perdu par les blocages français, et des nuages se profilent à l'horizon : de nombreux pays demandent désormais des exemptions pour protéger leurs champions nationaux ; l'opposition ferme de la Grande-Bretagne demeure, or celle-ci dispose de la menace d'un possible "Brexit" pour jouer le rapport de force ; enfin la nouvelle Commission Juncker souhaite désormais bloquer les réformes financières dans le cadre de la future "Union des marchés de capitaux".

Pourtant, l'espoir est permis. Une fenêtre d'opportunité est ouverte avec la COP21 pour l'adoption de la TTF. Mais il faudra rester vigilant : l'opportunisme du gouvernement pourrait le conduire à se suffire et se féliciter de l'adoption d'une taxe insignifiante, synonyme de victoire des lobbies financiers. C'est la voix des citoyens qui doit être entendue !

Frédéric Lemaire



## “La question de la justice est totalement absente des négociations sur le climat”

Entretien avec Nnimmo Bassey, militant écologiste nigérian

Nnimmo Bassey était l'un des invités internationaux de l'Université d'été d'Attac à Marseille. Auteur et poète nigérian, Nnimmo Bassey a été le directeur de l'association *Environmental Rights Action* pendant vingt ans et président des Amis de la Terre international entre 2008 et 2012. Il est aujourd'hui directeur de la fondation *Health of Mother Earth (HOMEF)* et coordinateur d'*Oilwatch International*. Il est l'un des co-auteurs du livre coordonné par Attac : *Crime climatique Stop ! L'appel de la société civile*, publié aux éditions du Seuil<sup>1</sup>.

**Vous suivez les Conférences des Nations-unies depuis plusieurs années, y a-t-il une place pour la justice dans les négociations sur le climat ?**

La question de la justice est totalement absente des négociations sur le climat, alors même que les impacts des dérèglements climatiques sur les populations et la planète ne peuvent plus être ignorés. En effet, ces impacts sont bien réels aujourd'hui : des populations sont déplacées, d'autres perdent leurs moyens de subsistance du fait des conséquences sur les terres et l'agriculture, certains y laissent même même leur vie. La prise en compte de ces impacts est l'enjeu de la question de la justice climatique.

**Que signifie ce concept de “justice climatique” ?**

Lorsque l'on aborde la question du changement climatique, on la perçoit comme un problème futur. Si l'on admettait qu'il s'agit d'un phénomène actuel, on constaterait que ceux qui subissent les impacts du changement climatique en assument également les coûts aujourd'hui. Alors que ce n'est pas aux victimes de supporter ces coûts ! Exiger la justice climatique signifie exiger que le rôle et les responsabilités historiques de chacun soient assumés. C'est le sens de l'appel “Crime climatique Stop !” que nous avons lancé<sup>2</sup>. Car, si les humains sont bel et bien la cause des dérèglements du climat, tous ne sont pas

également responsables. Le changement climatique est avant tout une conséquence de l'action irresponsable des grandes multinationales, qui continuent à exploiter et utiliser des énergies fossiles et encouragent une civilisation basée sur ce modèle énergétique.

**Quelles sont pour vous les fausses solutions qui permettent soi-disant de lutter contre les dérèglements climatiques ?**

Ces fausses solutions sont malheureusement nombreuses. Les marchés du carbone par exemple : grâce à ce système, les multinationales peuvent continuer à polluer si elles ont les moyens de payer un droit à polluer. Cela n'a aucun sens et c'est très inégalitaire. On peut également évoquer les mécanismes de “réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts” (REDD). Tous ces mécanismes permettent surtout aux plus riches pollueurs de pouvoir continuer à polluer. Mais ce ne sont absolument pas des solutions durables face au réchauffement climatique.

**Que faut-il faire alors pour stopper ces dérèglements climatique ?**

D'une part, nous devons réduire drastiquement les émissions de CO<sub>2</sub>. D'autre part, nous devons financer l'adaptation des pays aux conséquences des dérèglements climatiques. Et les beaux discours comme les promesses de financements ne suffiront pas ! Il faut des actions concrètes maintenant. Où trouver cet argent ? C'est aux pays industrialisés de payer la “dette climatique” qu'ils doivent aux autres pays du fait de leur responsabilité historique dans les dérèglements climatiques. Et de l'argent pour financer cette transition, il y en a, dans les paradis fiscaux par exemple !

**Alors que la 21ème Conférence des Nations-unies sur le climat aura lieu dans quelques semaines à Paris, quels sont les enjeux des mobilisations citoyennes ?**

Les mobilisations citoyennes sont cruciales. Pendant combien de temps encore pourrions-nous mener la planète dans cette direction ? Quel avenir voulons-nous pour l'humanité et l'écosystème de notre globe ? Nous devons lutter tous ensemble pour la justice climatique. Pas seulement pour nous, mais pour l'avenir de la planète tout entière. Si nous nous préoccupons des générations futures, nous devons agir maintenant pour la justice climatique. Si nous croyons en la démocratie, nous devons lutter contre l'impérialisme des multinationales qui exploitent nos ressources naturelles. Si la vie nous préoccupe, nous devons mettre un terme à toutes les fausses solutions et engager une réelle transition écologique.

Propos recueillis par l'équipe d'Attac Play, transcrits par Arthur Lauvergnier

<sup>1</sup> Attac, 350.org (coord), *Crime climatique stop ! L'appel de la société civile*, Le Seuil, août 2015.

A commander sur <https://attac.org/fr/crimeclimat>

<sup>2</sup> Pour lire l'appel et signer la pétition [crimeclimatquestop.org](https://attac.org/fr/crimeclimatquestop.org)

## Des fossiles et des hommes exposition



La gestion des ressources naturelles est un des éléments clés pour l'établissement de sociétés économiquement, écologiquement et socialement soutenables. Nous connaissons désormais l'impact de l'extraction effrénée des ressources naturelles, dont celle des énergies fossiles mais aussi des minerais rares, sur la planète et sur ses habitants, qu'ils soient humains, animaux ou végétaux.

La folie extractiviste des sociétés (surtout) occidentales, nourrie par les grandes compagnies privées de l'énergie, de l'agro-industrie, de transports et d'infrastructures, provoque des catastrophes humaines et environnementales sur tous les continents : déplacements de populations et destructions de communautés rurales et/ou autochtones, disparition des modèles agro-forestiers locaux, pollutions atmosphériques, maritimes ou fluviales mortelles, disparition définitive des forêts primaires et d'espèces animales et végétales, violations répétées des droits humains, voire assassinats des militant-e-s les plus en vue... Il est désormais largement reconnu qu'il est impossible d'assurer une vie décente pour toutes et pour tous sans opérer des changements fondamentaux dans la façon dont nos sociétés produisent et consomment.

Cette exposition a pour objectif de rendre visible le lien entre, d'une part, les modèles européens de (sur-)consommation et de (sur-)production de matières premières, et, d'autre part, les problèmes de pauvreté, de destruction de l'environnement et de conflits dans les pays riches en ressources naturelles, où les populations sont victimes de cet extractivisme.

Cette exposition s'intéresse à de vastes projets d'extraction et de transformation de ressources naturelles non renouvelables. Elle met en avant les problèmes d'inégalité face aux pollutions et aux dégradations de l'environnement causées par ces processus. Car, si l'extraction et la consommation de ces ressources ont un coût climatique et environnemental exubérant, il doit bien être noté qu'ils sont également et inexorablement liés, localement, à des problématiques sociales, sanitaires et humaines. Plusieurs exemples sont ainsi mis en avant : les mines de charbon à ciel ouvert en Allemagne causent la destruction d'une

douzaine de villages et le déplacement de ses habitants et de ses morts ; les richesses écologiques et l'équilibre social des localités du sud tunisien et du nord de l'Angleterre sont menacés par la transformation de ces ressources ou des projets extractivistes à venir ; dans la banlieue nord de Paris, les *Toxic Tour Detox*, les balades organisées dans les "lieux toxiques", montrent à quel point le lien entre les inégalités sociales et les inégalités environnementales est également prégnant sur le territoire francilien.

Partout, des mouvements citoyens, avec des associations, mettent d'ores et déjà en place des alternatives face au modèle productiviste climaticide actuel. Les alternatives prennent corps à l'échelle locale dans les régions françaises. En Bretagne, une multitude d'initiatives voit le jour. Pour rendre "soutenable" leur consommation d'électricité, des habitants s'en approprient la production. Les parcs éoliens citoyens poussent comme des champignons et les approches globales impliquant des mix énergétiques totalement renouvelables, couvrant la demande énergétique, seront bientôt en mesure de rendre ces territoires... autonomes.

**Exposition *Des fossiles et des hommes* proposée par l'Aitec et réalisée par le Collectif à-vif(s) dans le cadre du projet "Promouvoir une production et consommation soutenable des matières premières"**

Cette exposition a été réalisée avec l'aide financière de la Région Ile-de-France et de la Commission européenne.



Jean de Peña

## luttons féministes et défense des communs

Les femmes sont très présentes dans les mouvements écologistes et de défense des biens communs ; leur rôle est déterminant dans les luttes pour préserver leurs lieux de vie, urbain ou rural (par exemple dans la défense des sources d'eau au Brésil, dans les mouvements contre l'exploitation des mines d'or en Grèce et en Roumanie) ainsi que dans les mobilisations pour la justice climatique.

Dans les pays du sud, elles sont responsables de 60 à 80 % de la production alimentaire (paradoxalement, ce sont elles qui souffrent le plus de la faim chronique). Les instabilités du climat (sécheresses, inondations, saisons bouleversées), l'accaparement des terres cultivables par des fonds d'investissement, la privatisation des semences et de l'accès à l'eau impactent directement leur vie, rendant leurs tâches plus difficiles encore. Mais victime n'est pas synonyme de passive, et elles s'organisent contre les entreprises transnationales, l'agriculture intensive, la privatisation de la nature, pour la souveraineté alimentaire, la défense des biens communs, et dans le même temps, pour permettre la survie quotidienne.

Dans nos pays occidentaux, ce sont encore surtout les femmes qui achètent et cuisinent la nourriture. De ce fait, elles ont le pouvoir d'initier des changements dans nos modes de consommation et de production. Le système de soutien à la production paysanne locale type AMAP a été imaginé et mis en place au Japon dans les années 60 par les femmes, et on retrouve une grande proportion de femmes paysannes dans ces alternatives. Elles sont particulièrement nombreuses à l'origine des systèmes d'échanges locaux (SEL), des jardins collectifs et des cuisines collectives et sociales.

Au travers des responsabilités que les femmes assument, elles sont amenées à s'organiser collectivement pour vivre en respectant et préservant l'environnement.

L'oppression des femmes et l'invisibilité de leur travail ne peuvent qu'empêcher une véritable alternative de voir le jour. L'économie féministe, les propositions portées par les femmes et leur force de mobilisation sont et doivent être prises en compte comme des alternatives globales au système mortifère dans lequel nous vivons.

Commission genre d'Attac France

## un carnaval pour la justice climatique

Soyons fous ! La fièvre s'empare de la planète ? Attrapons la carnavalite aiguë pour participer aux mobilisations *Climat*. N'oublions pas, le carnaval est, à l'origine, un moment de rébellion festive qui fait valser l'ordre établi, inverse les rôles et renverse symboliquement les pouvoirs. L'initiative d'organiser un carnaval pour alerter un large public sur l'urgence climatique a été lancée par le *Forum social local d'Ivry*, dont Attac 94 est l'un des piliers. Un réseau d'habitant.e.s et d'ateliers dans les quartiers s'est tissé. Puis le réseau a grandi, débordant dans d'autres villes (Antony, Paris 15ème, Paris 13ème...). Un carnaval pour la justice climatique où chacun, à sa manière et selon ses envies et ses moyens, concourt au succès des rendez-vous carnavalesques. Prochaines étapes : une convergence de toutes les mobilisations en France pour la Coalition climat 21 ? Le Forum social mondial de Montréal ? Gare à ceux qui pensent qu'une fois passée l'époque du carnaval, les fous rentreront sagement dans leur boîte.

[www.lesamisducarnaval.com](http://www.lesamisducarnaval.com)

Jeanne Loussala, Jean-Guy Dufour et Florence Lauzier

## changement climatique, de l'or en barre

Cette pièce de théâtre aborde les enjeux de changement climatique, du pouvoir des multinationales et de la mobilisation citoyenne, dans le cadre de la conférence climat (COP21) qui se tiendra à Paris fin novembre 2015, et de la campagne *Stop Mad Mining*, dans laquelle l'Aitec est impliquée, qui prône la réduction de la production et de la consommation des matières premières, ainsi que la mise en place de réglementations visant à rendre les multinationales responsables de leurs activités.

Il s'agit d'une réunion de multinationales à l'occasion du *Very Big Green innovation Business Forum 2015*, le forum mondial des solutions pour une croissance verte. Les protagonistes devront tester leur capacité à tenir un double discours. Le gagnant sera celui qui saura se montrer le plus ardent défenseur de l'environnement.

Les protagonistes, M. Niakete, Commissaire européen en charge du climat et de l'énergie, M. Poutané, PDG de TATAL, ainsi que Mme Guémour, Présidente de Général Electroc France, Mme Mistrallet, PDGère d'ANGINE (anciennement GDF Puez), M. Péreira, PDG de Bale, M. Bichon, lobbyiste de chez Pigeot et Mme Philomène Régat, femme politique. Pour une question d'image, et pour se donner bonne conscience, le maître du jeu a invité la vice-présidente d'Attac, Mme Trouva. Cette dernière est rapidement remerciée, mais elle reviendra à la charge.

Lala Hakuma Dadci, Aitec

Une création de la compagnie TAF Théâtre, une initiative de l'Aitec en partenariat avec Attac.

Pour suivre les dates de représentation consultez : <https://www.facebook.com/DelOrenBarre/>

## Les monnaies locales complémentaires une initiative citoyenne en marche

L'impact de la crise systémique actuelle est accentué par les réductions des budgets de l'Etat qui assèchent les financements des collectivités territoriales et oblitèrent les possibilités de mise en place de véritables politiques sociales et écologiques par les régions et les municipalités. Dans ce contexte, les monnaies locales peuvent être des alternatives pour maintenir et redévelopper un tissu d'activités régionales, renforcer le pouvoir d'achat, notamment des plus démunis, et consommer localement.

### Pour une réappropriation collective de la monnaie

L'apparition de monnaies sociales, complémentaires ou parallèles est un phénomène récurrent de l'histoire du capitalisme. Ces monnaies ont tendance à surgir et à se développer en période de crise économique, sociale et financière. Ces expériences alternatives, ces initiatives locales et militantes s'expliquent par la place centrale de la monnaie dans les sociétés humaines. La monnaie est une institution sociale présente dans toutes les sociétés, comme outil d'intégration et de cohésion sociale, elle ne peut pas être considérée par ses simples fonctions économiques. Lorsque l'on regarde scrupuleusement le fait monétaire "moderne", on s'aperçoit que, même si la monnaie est un bien commun, elle est toutefois contrôlée par un pouvoir indépendant du politique et gérée au jour le jour par des banques privées, bien qu'utilisée par toutes les personnes et les institutions pour répondre à l'ensemble des obligations économiques du monde moderne. Par la même occasion, les conditions de l'exclusion sociale et de la domination apparaissent. La dynamique du capitalisme transforme l'essence même de la monnaie en l'intégrant dans le processus de marchandisation. Il convient donc pour le mouvement social, dans une optique de transformation sociale et économique vers la transition écologique, de se battre pour sa réappropriation collective. Les monnaies locales complémentaires (MLC) sont parties prenantes de cette dynamique militante et citoyenne, pour cela elles peuvent être considérées comme une innovation sociale majeure. Cette innovation s'inscrit dans une action qui permet de concilier l'efficacité économique, la préservation de l'environnement et un projet humain d'intégration sociale. Ces trois piliers fondent le développement même des monnaies complémentaires. Pour leurs promoteurs, face à la dépossession de la monnaie, à l'accumulation financière et aux spéculations, aux dérives du capitalisme et à l'impact écologique des activités économiques marchandes, la mise en œuvre d'une monnaie locale circulant en parallèle avec la monnaie nationale permet d'orienter les échanges, qu'ils soient marchands ou non, vers la satisfaction des besoins du



Eusko, monnaie locale du PaysBasque

territoire, en favorisant les circuits courts et, surtout, en rendant impossible sa sortie du cadre local.

### Qu'entend-on par monnaie locale complémentaire ?

Les MLC ont pour objectif de démontrer que la monnaie ne peut pas être considérée comme un simple intermédiaire des échanges, elles réaffirment donc le rôle social de la monnaie comme lien entre les femmes et les hommes. Les MLC apparaissent sur un territoire défini, elles sont gérées collectivement par une communauté constituée d'acteurs locaux, qu'ils soient consommateurs, producteurs, militants ou simples citoyens, qui partagent les mêmes convictions et valeurs. Ces acteurs promeuvent une autre façon d'échanger et de produire. Intégrer le réseau des MLC pour les acteurs, tous les acteurs, nécessite l'acceptation d'une charte co-rédigée démocratiquement. Les MLC sont plurielles, elles sont marquées socialement par les acteurs qui les gèrent, et elles diffèrent d'un territoire à l'autre.

Cependant, sans entrer dans le détail, les MLC remplissent toutes certaines normes qui font leur spécificité. Tout d'abord, ces monnaies sont complémentaires, elles ne peuvent donc pas être considérées comme des monnaies alternatives. Ainsi, les MLC coexistent avec l'euro et possèdent une parité fixe (1 euro = 1 unité de MLC). Elles sont convertibles en euros et fonctionnent sur un principe de subsidiarité. Elles sont donc un outil parmi d'autres pour expérimenter et construire d'autres modes de vie, d'échange et de solidarité. Cependant, les vocations peuvent être différentes : soit soutenir le développement économique local, soit développer le lien social, soit valoriser des richesses (engagements collectifs, démarches de solidarité...). Si elles ne peuvent sortir du bassin de vie, elles ont pour objectif de multiplier les échanges locaux en favorisant les circuits courts. Les producteurs et commerçants, qui acceptent de participer à l'expérience, doivent respecter de nombreux engagements qui garantissent le caractère social et écologique

du projet. Sans pour autant remettre en cause l'efficacité économique de leur activité.

### **Le principal objectif des monnaies complémentaires : favoriser la proximité**

L'efficacité économique est cependant considérée différemment. Ainsi, les monnaies complémentaires ne peuvent être accumulées et participer à aucune forme de spéculation. En effet, elles ont une valeur fondante : non utilisées, elles perdent de leur valeur, ce qui nécessite qu'elles soient dans un mouvement permanent de circulation. Garder dans un coffre ou sous un matelas ses bas de laine en MLC est inutile. Les garder sur un compte en banque est tout simplement impossible. Ainsi, les euros convertis en MLC sortent du réseau bancaire classique et participent à l'échange local. Voici donc toute une partie de la masse monétaire émise qui échappe à la tentation grande des banques à spéculer et faire le tour des paradis fiscaux ! De même, l'association qui gère la convertibilité place ces euros dans des banques alternatives, qui les utilisent bien souvent pour financer l'activité locale. A son échelle, celle de son bassin de vie, une MLC donne la possibilité à chaque personne de reprendre la maîtrise de son argent pour redevenir acteur de ses choix de vie et de consommation. Les projets ont donc comme volonté commune de favoriser la proximité. La multiplication de ces initiatives locales montre à quel point il est important de s'engager pour la réappropriation de la monnaie. L'échelle locale n'est pas neutre, car elle offre la possibilité de concilier l'exigence démocratique, la participation citoyenne, l'émergence de nouvelles formes d'échanges et les bases d'une réappropriation de notre avenir.

L'expérience concrète des MLC est intéressante pour le mouvement social à plusieurs titres. Elle est d'abord un outil pédagogique exceptionnel autour des problématiques liées à la réappropriation de la monnaie, de son fonctionnement et de son rôle social. Mais aussi, la réussite du réseau des MLC montre à quel point une initiative locale et sociale de la sorte peut vivre sur le long terme en étant une véritable réussite. Il n'est donc pas utopique de concevoir le développement de formes d'échange complémentaires, mises en œuvre par le milieu associatif et des militants qui partagent des compétences, des connaissances, et qui tissent des liens entre eux.

### **Quelques exemples de monnaies locales qui ont fait leurs preuves**

Le *WIR*, mis en place dans les années 1930 en Suisse est aujourd'hui utilisé par plus de 60 000 petites et moyennes entreprises et connaît un chiffre d'affaires annuel de 3 à 4 milliards d'équivalent franc suisse. Le *Toronto dollar* au Canada, le *Chiemgauer* en Allemagne, le *Time Dollar* ou *Ithaca hour* aux Etats-Unis sont également des expériences très intéressantes de monnaies locales.

Le *Saber* ("savoir", en portugais) a été créé au Brésil pour permettre à davantage de jeunes de payer eux-mêmes leurs études universitaires tout en augmentant leurs connaissances. Son but est de créer des chaînes d'apprentissage, une chaîne de relations de tutorat entre étudiants de 7 à 18 ans, pour mieux apprendre les savoirs qui les intéressent le plus. Techniquement, un *Saber*

vaut une unité de monnaie nationale. Mais plutôt que de les donner à des étudiants de dix-huit ans qui vont à l'université (comme le font les bourses d'études), ces *Saber* sont donnés à des enfants de sept ans qui débutent leurs études primaires, à condition qu'ils se choisissent un ou plusieurs mentors (ou tuteurs). Ce mentor est payé en *Saber*, et lui-même se choisit un mentor de douze ou treize ans, et ainsi de suite jusqu'à l'étudiant qui veut entrer à l'université et paye ses droits d'inscription avec la monnaie complémentaire. Le ministère de l'Education rachète aux universités, en monnaie nationale conventionnelle à un tarif fixé d'avance, les *Saber* qu'elles ont ainsi reçus. Comparativement à une bourse d'études classique, cette approche augmente considérablement la quantité de connaissances accumulées.

### **Une étape vers la transformation sociale, écologique et économique du mode de production capitaliste**

Ces expériences sont de formidables exemples d'actions concrètes, dont le mouvement social a besoin pour montrer que ces alternatives ne sont pas des utopies. Cependant, il ne peut y avoir de MLC sans projet global de transformation et d'émancipation pour ne pas en rester au simple cadre communautaire. En effet, ces expériences déjà mises en œuvre participent à un projet de réappropriation communautaire de la monnaie et sont des outils intéressants à analyser et à construire, mais aussi à reconsidérer dans un projet plus vaste car ces monnaies sociales ne remettent pas véritablement (pour le moment ?) en cause les rapports sociaux de production. La monnaie comme bien commun nécessite une régulation sociale et politique et donc une gestion et un contrôle démocratique. La constitution d'un marché de la monnaie est donc un contresens déstabilisateur comme l'est l'euro qui, dès son origine, est vicié. Il devient urgent de se mobiliser pour enclencher un processus de réappropriation de cette institution qui fait la société. Cependant, le projet de MLC ne serait qu'une étape indispensable, mais pas suffisante dans l'optique d'un projet radical de transformation sociale, écologique et économique du mode de production capitaliste. Pour cela, il faut aussi s'attaquer aux rapports sociaux de production...

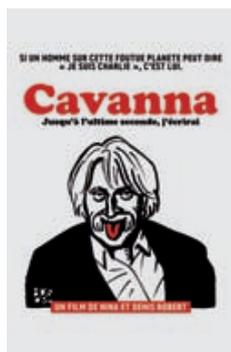
### **Guillaume Pastureau**

1 Voir sur la monnaie le numéro 6 de la revue Les Possibles et plus particulièrement : <https://attac.org/l/54g>

2 Voir le site : <http://monnaie-locale-complementaire.net/>

3 Exemples extraits du texte "Face à la crise, créons des monnaies complémentaires" à consulter sur le site [www.journaArles.org](http://www.journaArles.org)

## A VOIR A LIRE



### Cavanna

Qui, parmi la génération des vingt ou trente ans, se souvient de Cavanna ? Vous savez, François Cavanna, né le 9 février 1923 à Nogent-sur-Marne d'un père italien, illettré, arrivé en France à l'âge de vingt ans, et d'une mère originaire de la Nièvre, fille de paysans ? François Cavanna, le créateur de *Charlie Hebdo* et de *Hara Kiri*, l'inventeur de la presse satirique, l'auteur des *Ritals* et d'une soixantaine d'ouvrages, disparu fin janvier 2014. Nina et Denis Robert (de l'affaire *Clearstream*) viennent de réaliser un documentaire émouvant, conçu comme un portrait et une enquête sur le bonhomme Cavanna. Le film repose sur des entretiens avec Cavanna, des archives oubliées et des témoignages inédits comme ceux de Siné, Willem, Delfeil de Ton. Il montre l'influence que Cavanna a pu exercer sur des générations d'humoristes, des *Guignols* aux *Grolandais*, en passant par *Guillon et Bedos père & fils*. Le film ne fait pas pour autant l'économie d'une critique de la dérive de *Charlie Hebdo* sous la direction de Philippe Val (et, derrière lui, l'avocat Richard Malka par ailleurs défenseur de... *Clearstream*). Alors, courez le voir, il est superbe ! Une bonne façon d'être ou de ne pas être *Charlie*...

Hervé Thomas

#### Cavanna, jusqu'à l'ultime seconde, j'écrirai

réalisation : Nina et Denis Robert  
sortie : 17 juin 2015  
durée : 85 minutes



### Festival Images mouvementées

13ème édition du festival de cinéma d'Attac à Paris *Images mouvementées*, novembre 2015

A la veille de la conférence Paris Climat 2015, le festival *Images mouvementées* sera pour Attac le point d'orgue d'une année de mobilisation des citoyennes et citoyens en Ile-de-France. Rendez-vous en novembre pour une édition exceptionnelle du festival, qui reprendra comme mot d'ordre : *Changeons le système, pas le climat !* En amont de la programmation habituelle au cinéma La Clef (Paris 5ème), du 18 au 22 novembre, une grande soirée d'ouverture a lieu le 10 novembre à 20h30 au Méliès (Montreuil) et des projections-débats sont organisées entre le 6 et le 17 novembre dans différents cinémas et salles culturelles à Paris et en Ile-de-France par les comités locaux et des associations partenaires.

Au programme, une sélection internationale de films documentaires et de fiction, de courts et de longs-métrages, pour certains encore peu diffusés en France, des débats avec des intervenants spécialistes des enjeux climatiques, des rencontres avec les réalisateurs, des séances scolaires, une table de presse et un espace librairie et bien d'autres animations.

Eve-Marie Bouché

Toutes les informations sur le site [www.imagesmouvementees.fr](http://www.imagesmouvementees.fr)



### Merci patron !

On aime ou on n'aime pas le premier film de François Ruffin, une coproduction de *Fakir* et *Mille et Une Productions*. Un mélange de Michael Moore pour le rythme endiablé et la méthode employée, une fin à la Ken Loach dans *Looking for Eric* où on jubile en voyant les méchants requins châtiés et les gentils opprimés triompher. Le tout traité à la sauce franchouillarde de façon picaresque (normal pour un réalisateur dont le journal *T'chio Fakir* est né à Amiens). Du rire, du suspense, de l'émotion, et même de l'espionnage ! Une course poursuite haletante et hilarante, dont Bernard Arnaud, le PDG de LVMH et la première fortune française, est le protagoniste, à travers ses conseils d'administration, ses salariés délocalisés et sa fortune. Avec, en prime, des acteurs jouant leur propre rôle. Bref, vous l'aurez compris, un véritable thriller social.

Hervé Thomas

#### Merci patron !

réalisation : François Ruffin  
et *Mille et Une Production*  
sortie : 4ème trimestre 2016  
durée : 90 minutes

## A VOIR A LIRE



### Sortir de l'âge des fossiles

Il y a sous terre assez de pétrole, de gaz, de charbon pour faire monter la température planétaire de plus de 10 °C : "impossible d'attendre de la raréfaction des fossiles qu'elle remplace la volonté politique. Nous avons le choix. Nous pouvons continuer ainsi, brûler tous les combustibles fossiles et rendre la planète inhabitable. Ou nous pouvons sortir de l'âge des fossiles. Jamais une civilisation n'a pris la décision de ne pas exploiter la majorité des réserves de ressources naturelles qui sont au cœur des régimes économiques, politiques et énergétiques qu'elle a développés". Dans cet ouvrage à la fois précis et enlevé, Maxime Combes, l'un des meilleurs connaisseurs des mouvements pour la justice climatique, nous livre une feuille de route rigoureuse pour stopper le désastre annoncé. Il conclut par un vigoureux plaidoyer pour "la promotion et le déploiement des communs de l'énergie", vers une "démocratisation radicale de notre futur énergétique". Mais, nous rappelle Maxime Combes, il nous faudra d'abord mettre hors d'état de nuire les transnationales climaticides, comme vient opportunément de nous le rappeler l'incroyable escroquerie Volkswagen. Un livre à mettre entre toutes les mains.

Thomas Coutrot

*Sortir de l'âge des fossiles*  
*Manifeste pour la transition*  
Maxime Combes  
Le Seuil, octobre 2015



### Tentative d'évasion (fiscale)

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot retracent dans ce livre leurs pérégrinations sur les lieux, fort peu exotiques, de nos paradis fiscaux européens, le Luxembourg et la Suisse. Ils soulèvent notamment le lièvre peu connu des "ports francs", ces gigantesques entrepôts, à Genève ou à Luxembourg, interdits aux autorités fiscales et douanières, où les milliardaires stockent en toute quiétude œuvres d'art et grands crus millésimés, loin des griffes du fisc... Les petits arrangements entre amis, concoctés par Bercy pour les fraudeurs en mal de régularisation, sont mis en lumière avec précision. Un ouvrage plus proche du carnet de route et de notes que d'une véritable enquête sociologique, mais bien utile pour éclairer les rouages ordinaires du privilège fiscal.

Thomas Coutrot

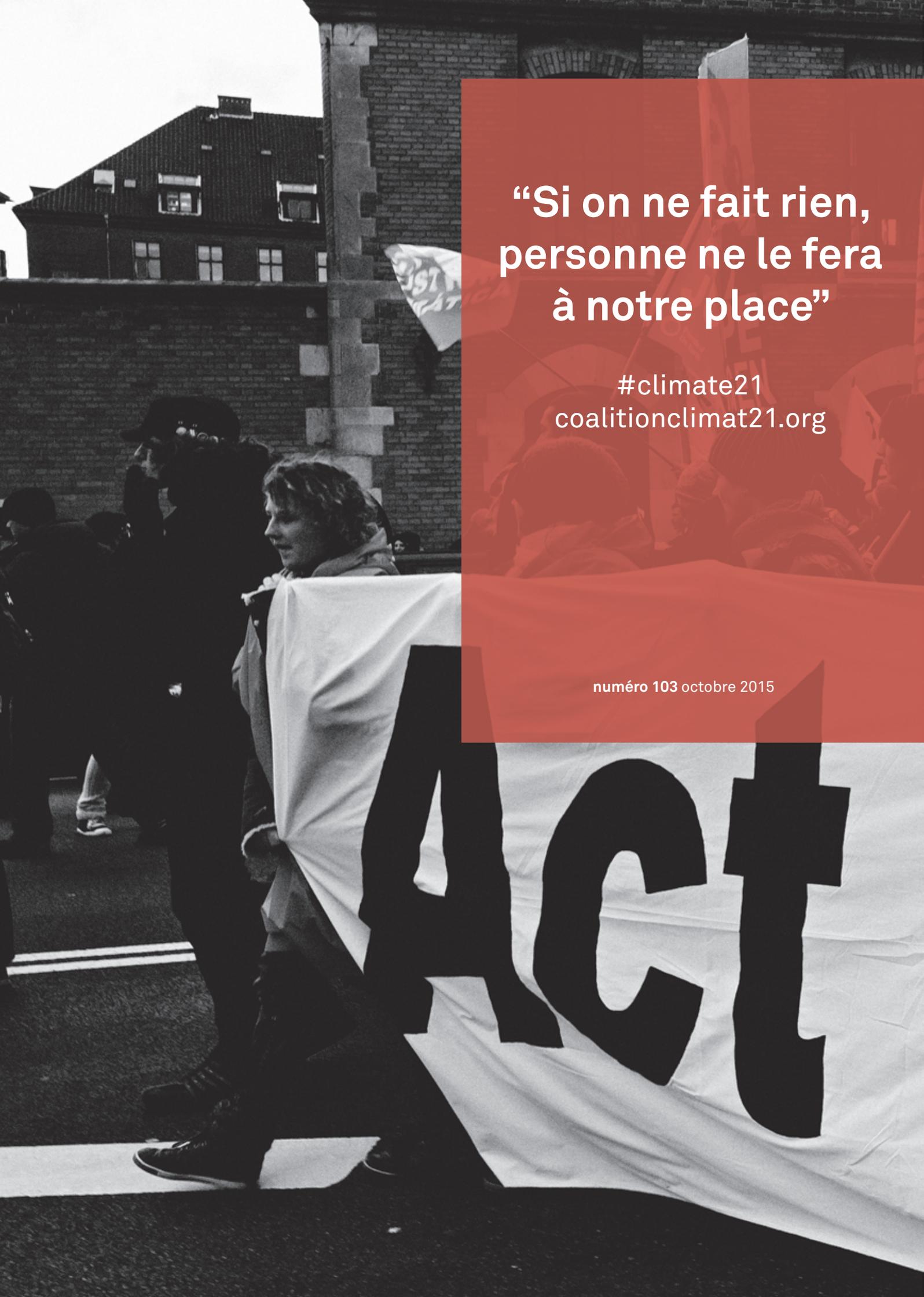
*Tentative d'évasion (fiscale)*  
Monique Pinçon-Charlot  
et Michel Pinçon  
Zones/La Découverte, 2015



### Le capital fictif

A travers un concept économique qui peut paraître abscons pour ceux qui ne sont pas économistes, Cédric Durand retrace finement la façon dont la finance s'est imposée dans l'économie et nos sociétés. De façon concrète et précise, l'auteur décrypte les mécanismes de la crise financière qui éclate en 2008, puis démonte l'idée selon laquelle on peut expliquer cette crise par l'immoralité des acteurs financiers. Il retrace le développement historique de la finance mondialisée à l'image des produits dérivés et démontre pourquoi et comment les marchés financiers sont de plus en plus instables et néfastes pour l'économie, en mobilisant des auteurs trop souvent oubliés comme Hyman Minsky. Finance qui, développe-t-il chiffres à l'appui, a pris un envol absolument considérable depuis quelques dizaines d'années. Enfin et surtout, à travers le concept de *capital fictif*, il ouvre la boîte noire que constituent les produits financiers pour nous en expliquer la nature et les caractéristiques propres à chacun : crédit au secteur privé non financier, titres de dette publique, actions d'entreprise... Bref, il revisite ce qu'Attac s'était fixée comme objectif premier : désarmer les marchés financiers, en commençant par démonter les mécanismes du capitalisme qui les engendre.

*Le capital fictif, comment la finance s'approprie notre avenir*  
Cédric Durand  
Les Prairies ordinaires, 2014



**“Si on ne fait rien,  
personne ne le fera  
à notre place”**

**#climate21  
coalitionclimat21.org**

numéro 103 octobre 2015